

M. Dinsdale: A l'instar du ministre des Postes, je trouve qu'il est nécessaire de faire enquête sur les activités criminelles, mais j'aimerais lui demander s'il peut confirmer ou nier les propos de l'inspecteur en chef des postes américaines, M. William J. Cotter; celui-ci a dit que de hauts fonctionnaires canadiens avaient donné l'autorisation d'intercepter le courrier pour noter les cachets postaux, la destination, l'adresse de l'expéditeur et tous les autres renseignements figurant sur les enveloppes destinées à des personnes domiciliées aux États-Unis?

M. Mackasey: Monsieur l'Orateur, je n'ai rien à dire parce que je n'ai pas vu l'article. Je présume qu'il a été publié dans un journal ou imprimé sous une forme ou sous une autre. N'ayant pas lu l'article, je ne peux pas le commenter.

M. l'Orateur: Le député de Saint-Denis. Le député de Winnipeg-Nord-Centre.

Une voix: Asseyez-vous!

[Français]

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Monsieur le président, je vous remercie...

Des voix: A l'ordre.

M. Prud'homme: Qu'on fasse silence, de grâce! Ma question était une question supplémentaire à l'honorable président du Conseil privé.

Des voix: A l'ordre.

[Traduction]

M. l'Orateur: Un moment seulement. Le député de Winnipeg-Nord-Centre.

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE

DEMANDE DE MAJORATION DES PENSIONS DE VIEILLESSE— LA PERTINENCE DE L'INDEXATION TRIMESTRIELLE

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné que, d'après les journaux, le coût de la nourriture, grève lourdement le budget de ceux qui touchent la pension de vieillesse, et que l'indexation trimestrielle de cette pension ne tient pas compte de la hausse réelle du coût de la vie pour les personnes âgées, sans compter qu'elle n'arrive à la rattraper qu'après plusieurs mois, le ministre fera-t-il en sorte de majorer considérablement les pensions de vieillesse?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, comme l'honorable député le sait, les pensions sont maintenant sujettes à l'indexation trimestrielle au coût de la vie. Une augmentation des pensions a déjà été accordée le 1^{er} juillet dernier. D'autres sont prévues pour le 1^{er} octobre 1975 et le 1^{er} janvier 1976, et elles tiendront compte de l'augmentation du coût de la vie. A l'heure actuelle, aucune autre loi n'est prévue.

[Traduction]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, je demande à poser une question supplémentaire. J'espère que vous ne me tiendrez pas rigueur de poser

Questions orales

encore une fois la même question, mais le ministre ne tient pas compte de ce que l'indexation trimestrielle ne compense pas la hausse du coût de la vie pour les personnes âgées, puisqu'elle accuse toujours un retard de trois, six ou même huit mois. Qu'entend-il faire à ce propos?

[Français]

M. Lalonde: Monsieur le président, encore une fois, c'est exactement la même question. L'augmentation n'est pas de six ou huit mois, mais de trois mois en retard sur l'augmentation du coût de la vie. J'ai dit qu'on ne considérerait pas la possibilité de présenter d'autre loi.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

ON PROPOSE QUE LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LA CRIMINOLOGIE SOIT TENUE À QUÉBEC

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable premier ministre suppléant.

Étant donné le refus du gouvernement de l'Ontario de tenir sa parole, et d'offrir son aide pour la tenue de cette importante conférence des Nations Unies, et je le répète, cette conférence des Nations Unies, et non pas de l'Organisation pour la libération de la Palestine, le premier ministre suppléant peut-il dire s'il considère la possibilité de proposer que cette importante conférence soit tenue dans une autre ville, qui pourrait être celle de Québec, ville historique, calme et française?

* * *

[Traduction]

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LE MAUVAIS ÉTAT DU PIPE-LINE SOUS LE PONT AGASSIZ EN C.-B.—DEMANDE DE RAPPORT D'ENQUÊTE

M. Alex Patterson (Fraser Valley Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Est-il au courant de l'extrême inquiétude causée par un pipe-line qui serait défectueux sous le pont Agassiz, en Colombie-Britannique. Si oui, a-t-on fait enquête afin de vérifier si les allégations sont fondées?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je crois qu'une enquête a eu lieu il y a quelque temps. Mais il faudrait que je m'informe auprès de l'Office national de l'énergie pour savoir si l'incident s'est répété.

* * *

LES ANCIENS COMBATTANTS

DEMANDE D'ACCÉLÉRATION DU PROCESSUS D'ÉTUDE DES DEMANDES ADRESSÉES À LA COMMISSION DES PENSIONS

M. Bob Brisco (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Affaires extérieures, j'aimerais demander au premier ministre suppléant si le gouvernement a envisagé d'abrégé les délais intolérables auxquels sont soumis les anciens combattants par la Commission des pensions. Ces délais varient en effet de 18 mois à 2 ans.